

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société ECOME
pour le site qu'elle exploite à ORLÉANS
concernant la centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse**

**La préfète du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et Lettres**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2012 autorisant la société DALKIA BIOMASSE ORLÉANS à exploiter une centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse avenue Claude Guillemin à ORLÉANS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 août 2013 autorisant la société DALKIA BIOMASSE ORLÉANS à exploiter avenue Claude Guillemin à ORLÉANS, une centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse, suite à la modification de la fosse de stockage de la biomasse et modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le récépissé de déclaration de cession du 16 janvier 2025 relatif à l'établissement sis 2 avenue Claude Guillemin à Orléans, exploité par la société Chaufferie Dalkia Biomasse Orléans au bénéfice de la société Echo Chaleur Orléans Métropole – ECOME ;

VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la DREAL Centre-Val de Loire du 28 novembre 2025, communiquant à la société ECOME son rapport relatif à l'inspection réalisée sur son site d'ORLÉANS le 30 juin 2025, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, et le délai de 15 jours dont elle dispose pour formuler ses observations ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées daté du 28 novembre 2025, au titre de la visite d'inspection réalisée le 30 juin 2025 ;

VU la notification du projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé par courrier du 31 décembre 2025

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 30 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté que la consommation d'eau du site en 2024 ne respecte pas la valeur limite prescrite de 7 500 m³ par an ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 août 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement en matière de gestion de la ressource en eau, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ECOME de respecter les prescriptions de l'arrêté précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 : La société ECOME, dont le siège social est situé au 33 rue de l'Olivier ZAC des Vergers Pôle 45, 45770 SARAN, exploitant une centrale de cogénération fonctionnant à la biomasse, 2 avenue Claude Guillemin à ORLEANS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 août 2013 susvisé sous un délai de douze mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ECOME par voie postale.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Orléans, le

12 JAN. 2026

**Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général**



Nicolas HONORE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.